

# A la brigade criminelle, les rendez-vous avec la mort

LA CRIM' AU JOUR LE JOUR 114 Alors qu'une réforme de la police judiciaire est à l'étude, « Le Monde » a suivi le travail de la brigade criminelle de Versailles, chargée d'enquêter sur des homicides commis en région parisienne

**A**u début, il y a un visage, un regard encadré de mèches brunes, le sourire un peu fatigué, contrastant avec l'attitude bravahe des mains posées sur les hanches. Anaïs a l'expression conquérante d'une post-adolescente convaincue que tout va bientôt être possible, qu'à 18 ans elle quittera l'appartement où la photo est prise, devant des ustensiles et le chauffe-eau de la cuisine, la télévision allumée en toile de fond.

La scène d'après est à jamais figée dans la mémoire des personnes présentes ce jour de printemps 2021. Le corps presque nu d'Anaïs repose sur le brancard orange des pompiers. Des faux cils se décollent de ses paupières fermées. A ses oreilles brillent des diamants de verre et deux grosses perles blanches, des bijoux fantaisie. Autour du cou, son collier cache mal des traces rouges de strangulation. A la commissure des lèvres, une marque sanglante – l'impact d'un coup de poing – et des particules noires, signes d'une combustion.

Deux scènes et au milieu un abîme : un meurtre, un de ces chaos de violence que la brigade criminelle de la police judiciaire (PJ) de Versailles – la « Crim' Versailles », comme l'appellent ses membres – tente d'absorber puis de transformer en vérité judiciaire. Derrière l'homicide, il y a bien sûr une victime, un ou plusieurs auteurs, un mystère, mais aussi un déchirement du tissu social et l'irruption de l'extraordinaire au cœur de la banalité. Pourtant, « le mal est décevant », prévient l'un des gradés. « Quand ils viennent à la Crim', les policiers s'attendent à travailler sur des serial killers, de grandes figures ou des réseaux très organisés. En réalité, tout est souvent plus foireux. »

Un lundi d'avril 2022, nous voici dans les locaux du service. L'hôtel de police, situé dans un bâtiment classé qui accueillait autrefois les écuries de la comtesse du Barry, impressionne avec sa façade néoclassique et son côté suranné. Le contraste est saisissant avec le « bastion », le nouveau siège de la PJ parisienne, à une vingtaine de kilomètres de là, tout de verre et d'argent, en lisière du périphérique, près de la porte de Clichy. A Versailles, avec la perspective écrasante du château au bout de l'avenue, le poids de l'histoire se fait sentir. C'est ici qu'atterrissent les dossiers de meurtre les plus complexes des quatre départements de la grande couronne (Yvelines, Seine-et-Marne, Val-d'Oise, Essonne).

Les fenêtres de la Crim' donnent sur une cour pavée, au troisième étage. En dessous, l'antenne de l'office antistupéfiants et, au-dessus, la brigade de recherche et d'intervention (BRI) et ses drapeaux noirs à tête de tigre. Une hiérarchie dans les locaux comme dans les esprits : le meurtre est une matière plus grave que la drogue, mais moins prestigieuse que le grand banditisme et la gestion des prises d'otages, domaines réservés de la BRI.

La Crim', elle, hérite des cadavres dans les valises, des règlements de comptes sur les parkings, des corps suppliciés. « Elle ne prend que les meurtres à énigmes », résume le directeur de la direction régionale de la PJ de Versailles, Christophe Descoms. Les effectifs ? Quatre groupes de six policiers, pilotés par un commissaire, Bastien Barnabé, en fonction depuis trois ans mais sur le départ pour la direction de la BRI, et son adjointe, Stéphanie Duchâtel. Elle est un peu la mémoire vivante des homicides commis dans la zone depuis trente ans : elle en tient le registre, au stylo, dans la main courante, un grand cahier noir et blanc.

Dans les travées, entre les bureaux en enfilade, des sacs attirent l'attention : tous sont en papier kraft, avec des étiquettes beiges

frappées des inscriptions « Meurtre, Victime XX ». A l'intérieur, les affaires souvent ensablées des victimes, des scellés qu'il faut bien isoler pour qu'ils ne mettent pas du rouge partout.

Si tôt dans ces murs, le visiteur comprend que le crime est un travail à la temporalité erratique, jalonné de séquences d'investigation lentes, parfois interminables, que les enquêteurs passent noyés dans les données de la téléphonie, un casque sur les oreilles, ou à s'user les yeux sur des images de vidéosurveillance en quête d'un suspect ou d'une plaque d'immatriculation. Puis surgissent des moments d'hyperactivité, des nuits sans sommeil, quand tombe la « saisine », cet appel d'un parquet après la découverte d'un corps ou une tentative d'homicide. Alors, il y a urgence.

« Moi, je suis le chat noir ; tout juste nommé, j'en ai eu quatre en trois mois », s'amuse l'un des enquêteurs, en observant le plan satellite d'une ville de l'Essonne où il doit bientôt organiser la reconstitution du meurtre d'un chauffeur de taxi. « Une vie qui s'envole en quelques instants pour une connerie », glisse le chef de brigade, confronté régulièrement à des homicides aux motivations souvent plus dérisoires que psychopathologiques, la violence du passage à l'acte percutant sans cesse l'insignifiance du mobile.

## LES CINQ DOSSIERS DU GROUPE 1

Dans chaque bureau travaillent deux enquêteurs en binôme, contraints donc de s'entendre. Les murs sont décorés d'affiches de films, de groupes de musique, de photomontages humoristiques ou de dessins d'enfants. Les policiers passent tant de temps ici qu'il vaut mieux les rendre accueillants, ces bureaux, même si la déco peut paraître en décalage avec les faits traités. Dans les couloirs trônent deux grosses imprimantes, avec lesquelles ils bataillent souvent, et des armoires pleines d'épais dossiers qu'il faut réussir à boucher.

Sur le tableau blanc du groupe 1 figurent cinq clichés. « Chaque enquêteur a son préféré », prévient le capitaine Nicolas V., le chef de groupe. Ce sont les cinq affaires hors crime organisés sur lesquelles ils travaillent. Il y a une femme d'origine sri-lankaise, mais aussi un certain Jacques, casquette et veste en cuir. « Notre petit papy », glisse le capitaine. Une triste affaire, ce dossier Jacques, égorgé par quelques dizaines d'euros. Il y a aussi Arnaud, retrouvé pendu dans une forêt à la suite d'un jeu sexuel, et Denis, tué dans un train. Le cinquième portrait est celui qui a le plus marqué le commissaire Barnabé : Anaïs.

Son collègue le capitaine Nicolas V. se souvient bien du jour de mai 2021 où cette affaire est entrée dans la vie du service. C'était un lundi matin, sa permanence du week-end était sur le point de s'achever. « On termine le petit à 9 heures, et cette affaire tombe à 7h30. Je suis frustré. Moi, je dois aller aux assises sur une histoire de bagarre sans intérêt. » Pour lui, comme pour de nombreux enquêteurs, un tel dossier – le corps sans vie d'une jeune fille retrouvée sur la voie publique – renvoie à l'imaginaire policier de la victime innocente, extérieure au monde de la délinquance, et qu'il faut défendre en retrouvant son meurtrier.

Anaïs était originaire de Dunkerque, dans le Nord, mais c'est en région parisienne qu'elle est morte. A la suite de son meurtre, sa mère et son frère ont témoigné dans la presse. Ils ont dit la fille et la sœur qu'elle était, douce et gentille, avec ses espoirs et ses fragilités. Elle rêvait de travailler dans le domaine de l'aide à la personne. A les entendre, elle avait changé depuis quelques mois, la faute à un petit copain qu'ils jugeaient « peu fréquentable ». Anaïs s'absentait de plus en plus souvent, pour se rendre avec lui en Ile-de-France. D'après une de ses

amies, ils vivaient dans un hôtel bon marché avec vue sur l'aéroport de Roissy.

Ce lundi de mai 2021, le corps d'Anaïs a été retrouvé, à l'aube, dans un quartier pavillonnaire de Pontault-Combault, en Seine-et-Marne. C'est une livreuse de journaux qui l'a trouvée la première, entre deux voitures. Il a fallu peu de temps aux enquêteurs pour l'identifier, puis prévenir ses proches, à Dunerque, qui ont alors appris qu'elle se prostituait. Dans les jours suivants, le petit copain « peu fréquentable » a été mis hors de cause, mais un étudiant, client d'Anaïs, a été arrêté dans les Hauts-de-Seine, mis en examen et incarcéré pour « meurtre ».

La Crim' Versailles a géré ce dossier de bout en bout. Et même au-delà... Après l'autopsie, quand la mère d'Anaïs a voulu faire transporter le corps pour l'inhumer dans le Nord, l'argent lui manquait pour payer les pompes funèbres. Elle s'en est ouverte aux policiers de la Crim'. Ils connaissent bien les services funéraires. Pareille démarche ne fait pas partie de leurs prérogatives, mais cela leur a semblé évident : « On les a appelés pour négocier, se souvient Stéphanie Duchâtel, la cheffe adjointe. On ne voulait pas que cette femme soit obligée de prendre un crédit à la consommation pour enterrer sa fille. »

Nicolas V., le capitaine qui a finalement piloté les investigations dans cette affaire, a un profil singulier. A l'origine, il ne désirait pas forcément être policier. Diplômé de droit et de psychologie, il voulait surtout mener des enquêtes et faire de l'analyse comportementale. Sa bibliothèque regorge de livres de criminologie – *Délinquance et violence*, *L'Enigme des tueurs en série*... Il aime aussi un article de recherche en sociologie qui démontre que l'« humain » fonctionne mieux que la technique pour mener à bien une enquête. Devenu chef de groupe à la Crim', il défend ce qu'il appelle le « ressenti » comme aiguillon dans ses dossiers, ce moment de bascule où l'instinct mène sur une piste plutôt que sur une autre.

De tels enquêteurs sont des chasseurs. Leurs émotions sont liées aux aléas de la quête : à l'euphorie d'une concordance peut vite succéder l'angoisse de l'échec. On les voit sourire quand cela marche comme ils veulent, se renfrogner dans le cas contraire. Et débriefer, débriefier sans cesse, dans les vapeurs caféinées du foyer qu'ils partagent, pendant ces moments de pause où ils se chambrent sur leurs ratés et se félicitent de leurs succès. « Les plus belles affaires sont celles où l'on a des aveux, et pas des "je garde le silence" à toutes les questions, développe le capitaine V. On s'intéresse aux histoires plus qu'au nombre de coups de couteau, on a besoin d'explications, d'un récit. Alors que, aux "stups", lorsqu'ils demandent aux mis en cause "pourquoi?", la réponse est toujours la même : ils disent juste que c'est pour "faire de l'oselle". »

Face à la douleur des proches de la victime et à la stupeur de ceux de l'auteur, il faut réduire le plus possible l'écart entre le réel, intrinsèquement plastique et insaisissable, et la vérité judiciaire, rigide et implacable, afin que, aux assises, la justice puisse passer. Pour ce faire, il y a une méthode, progressive : s'intéresser à la personne, établir un lien avec elle, pour qu'elle se sente au centre des choses et comprise avant d'en venir aux faits. Après tout, un auteur n'est pas que son crime, sa vie ne se limite pas à son acte.

Et puis, l'homicide génère une sorte d'effet de soufflé, perceptible par exemple à chacune des perquisitions dans les regards des voisins quand ils comprennent que la police tente d'élucider un meurtre. C'est l'une des infractions les plus hautes du code pénal. Cette sidération, c'est aussi celle des prévenus en audition, confrontés à la réalité. S'ils

font un blocage, il reste une ultime carte à jouer, « la dernière salve pour faire bouger le dossier », selon l'expression de Nicolas V. : les photos du cadavre de la victime. « Cela peut être très déstabilisant, témoigne le brigadier-chef David. Certains ont déjà vomis dans la poubelle avant de retourner en cellule. »

Le souvenir d'Anaïs est resté vif, mais sa place dans le quotidien des enquêteurs s'est étiolée, une affaire en chassant une autre, comme ce dimanche après-midi d'été, il y a quelques mois. Ce jour-là, le commissaire Barnabé, patron de la Crim' Versailles, fait du bateau en Bretagne. Les deux enquêteurs de permanence sont à leur domicile. L'un d'eux somnole devant un Grand Prix de Formule 1 quand le téléphone sonne. Une agression dans un parc de Trappes, dans les Yvelines, à proximité d'une église. Un homme a été égorgé. Après plusieurs arrêts cardiaques, il a été évacué vers l'hôpital Poinpidou, à Paris. Un suspect vient d'être interpellé par la brigade anticriminelle (BAC).

Sur place, le quartier semble désert. Des policiers en tenue gardent l'entrée du parc. Plus loin, deux enquêteurs du groupe 2 de la brigade, Maxime et Franck, étudient la scène de crime avec leurs collègues de la scientifique. Des cavaliers jaunes ont été déposés sur le muret où se tenait la victime. Des filets de sang encore humide s'enfoncent dans la pierre du rebord. A côté, une sacochette noire, un exemplaire du *Journal du dimanche* et du supplément *Femina*, maculés de rouge.

## TIRS DE MORTIER SUR LA SCÈNE DE CRIME

La victime se prénomme Patrick, il a 65 ans. « Il lisait au soleil en attendant d'aller déjeuner chez son frère, raconte le brigadier Maxime. Un joggeur a remarqué un homme impulsif, qui crachait par terre. Il l'a trouvé suspect. » A l'approche du joggeur, l'agresseur s'est enfui. La chemise blanche du sexagénaire ruisselait de sang. Les pompiers l'ont découpée pour tenter de colmater les plaies, puis ils l'ont conduit à l'hôpital.

Les enquêteurs ne connaissent pas le visage de Patrick. Ils savent seulement que c'est un retraité, qu'il porte des casquettes et chausse du 42. Dans sa sacochette, des cigarettos, des Tic Tac et des chewing-gums, et ces petits riens qui disent une vie : un agenda, un bon de réduction de 1 euro sur un steak haché, le menu bien plié d'une pizzeria bon marché, deux jeux à gratter, des tickets de PMU. Plus étonnant : un couteau et un poing américain. La page « 10 juillet » de son agenda est vierge. « Il n'avait pas de rendez-vous », glisse un policier. Aucune trace de l'arme du crime – un couteau, a priori.

Une heure s'est écoulée entre l'agression et l'interpellation d'un SDF de 44 ans, à 800 mètres de là, les mains et le tee-shirt propres, assis à attendre le bus pour la gare de Trappes. Dans le quartier, tout le monde le connaît : un type au crâne rasé, très grand, très agité, à la voix grave. Il n'a ni femme ni enfants, navigue entre hôtels à bas prix et voitures abandonnées. Ses frères essaient de l'aider, mais il enchaîne les séjours en psychiatrie, et consomme beaucoup de shit, ce qui aggrave sa schizophrénie. On dit qu'il a des hallucinations et vivote sous la tutelle d'une curatrice. Dans la matinée, il aurait dormi dans une voiture, près de l'arrêt de bus, avant de boire un café à la gare et de se rendre au parc. A son arrestation, des personnes présentes l'ont entendu se plaindre aux policiers de la BAC : « Pourquoi vous voulez m'embarquer ? Tout ça parce que je suis schizo et que j'ai une tache de sang sur le cou ! De toute façon, dès qu'il y a une agression ici, les keufs viennent me voir. C'est parce que j'entends des voix, c'est comme Jeanne d'Arc, vous me brûlez ! »



TITWANE

Les policiers cherchent l'arme. L'un d'eux fouille les poubelles, puis file dans la direction prise par le suspect, pour voir où il aurait pu s'en débarrasser. Un chien de recherche est mobilisé. Sitôt arrivé, il se dirige vers la sortie du parc. Plus loin, il y a une cité réputée difficile. «*Si l'on va vers là-bas, il faudra appeler des renforts*», prévient un policier en tenue. En lisière du parc, le chien s'arrête devant un gros buisson d'épines. Un employé municipal démarre sa débroussailluse. Les enquêteurs se débattent avec les ronces en s'amusant du nombre de fois où ils ont creusé des trous, vidé des bennes à ordures, farfouillé dans des montagnes de déchets. Cette fois encore, rien. Soudain, des détonations retentissent. «*Tirs de mortier! Cachez-vous derrière les arbres!*», hurle un membre des forces de l'ordre. La présence des policiers déplaît aux jeunes de la cité voisine. Il faut accélérer le défrichage. Des renforts accourent, mais la recherche du couteau devient trop dangereuse. Décision est prise de rentrer à Versailles, de rouvrir le parc au public.

Dans la voiture, Franck estime qu'une telle procédure n'aurait pas dû échoir à la Crim' mais à un échelon policier inférieur, car l'auteur est, semble-t-il, identifié. «*C'est une agression ultra-violente, certes, mais il n'y a pas de traque au méchant*.» La proximité de l'église, la présence du préfet à la messe dominicale, la sensibilité de Trappes sur les radars de l'islam radical ont déclenché la saisine du service le plus pointu en matière d'investigations criminelles. «*C'est du psychiatrique, pas du criminel; l'auteur a besoin de soins, pas d'une garde à vue*», tranche un autre policier.

**« TROIS CADAVRES EN UNE SEMAINE. »**  
En ce dimanche soir de juillet, les bureaux de Versailles sont déserts. À la fenêtre, on entend les rires des plantons. Franck sort de son placard une pochette frappée de la mention «*dossier d'enquête*». À la case «*infraction*», il écrit «*tentative d'assassinat*». Patrick, la victime, vient d'entrer au bloc, à Pimpodieu. Son état est jugé «*très critique*». Sur le bureau du policier, de nombreux papiers : les mains cou-

**LES ÉMOTIONS  
DES POLICIERS  
SONT INDEXÉES  
SUR LES ALÉAS  
DE LA QUÊTE :  
À L'EUPHORIE D'UNE  
CONCORDANCE  
PEUT VITE  
SUCCÉDER  
L'ANGOISSE  
DE L'ÉCHEC**

rantes rédigées au commissariat de Trappes pour des troubles provoqués par le suspect. Son interrogatoire va pouvoir commencer dans le secret d'un bureau.  
Quand il s'achève, un peu plus tard dans la soirée, le quadragénaire repart en cellule, au rez-de-chaussée. Franck et Maxime semblent fatigués. Ils ne savent plus à qui en vouloir, à la circulation trop facile du cannabis qui a amené cet homme à «*décompenser*», comme disent les psys, aux failles du suivi psychiatrique, à l'absurdité du sort de la victime, dont la vie ne tient désormais qu'à un fil, sur la table d'un bloc opératoire. Dans la nuit, ce fil se rompt : Patrick ne survit pas à ses blessures, son corps sera bientôt transféré à l'institut médico-légal de Garches (Hauts-de-Seine).  
Les enquêteurs, eux, doivent se hâter de mener un maximum d'actes pendant les quarante-huit heures de garde à vue octroyées pour un meurtre simple en flagrant délit. Dans ce dossier, la téléphonie ne sert à rien : l'agresseur et la victime ne se connaissaient pas. Il n'y a pas de vidéo-

surveillance dans le parc, mais des images du suspect en train d'insulter les passagers d'un bus, peu avant l'agression. En revanche, il y a des témoins ; il sera donc possible d'organiser un «*tapisage*». Le principe : le suspect se tient debout avec un numéro dans les mains, entouré de personnes sans lien avec l'affaire mais ayant un physique approuvé. Les témoins doivent alors dire s'ils reconnaissent quelqu'un. Une méthode ancienne, utile pour compléter un dossier, mais insuffisante devant une cour d'assises.  
Cet exercice de reconnaissance peut s'avérer difficile à vivre pour certains témoins, inquiets d'éventuelles représailles. Les enquêteurs en conviennent : s'ils n'ont jamais vu un témoin subir de réelles pressions dans les cas de «*meurtres simples*», le risque augmente quand il est question de crime organisé ou de rixe de cités. Bien sûr, le témoignage sous X existe, mais le dossier s'en trouve alors affaibli.  
Dans l'affaire de Trappes, le tapisage a permis de renforcer les soupçons initiaux. Mais l'arme n'a pas été retrouvée, et l'expertise ADN du sang relevé sur le cou du suspect prendra du temps. D'ici là, celui-ci devra être incarcéré. Des proches lui ont apporté des vêtements propres, dont un policier retire les cordons pour éviter toute tentative de suicide.  
Selon le capitaine L., chef adjoint du groupe 2, la maladie du suspect ne fait guère de doute, mais il faut attendre les expertises pour savoir s'il était en phase de délire ou conscient de ses actes. Il confie combien de telles gardes à vue sont éprouvantes pour les policiers. Savoir garder son calme et encaisser l'horreur des faits. «*Ce n'est pas rien de voir parfois trois cadavres en une semaine*», insiste-t-il avant de chercher une comparaison avec d'autres professions. Les urgentistes ? Peut-être, mais la mort, dans leur cas, n'est pas forcément d'origine criminelle, avec tous les questionnements que cela implique sur la nature humaine. Les légistes ? Pour eux, les corps sont avant tout des sujets d'expertise. «*Le problème, c'est quand le cadavre est une personne, poursuit le capitaine. Et, pour nous, ils le sont, puisqu'en travaillant sur leur histoire on s'identifie... Moi, je ne sais pas si je vais tenir.*»

**TYPLOGIE EMPIRIQUE DES BLESSURES**  
Il y a beaucoup de mouvement à la Crim'. Certains enquêteurs peinent à supporter la cadence, l'indisponibilité pour leurs proches. A rebours des clichés diffusés par les séries, ceux qui tiennent le mieux le coup s'appuient sur leurs certitudes professionnelles. Ainsi, le capitaine L. s'accroche à sa façon très pointue d'analyser d'emblée une scène de crime en fonction des blessures. «*Quand la tête ou le cou sont visés, c'est vraiment un truc de fou, ça attaque l'expression du visage, c'est assez animal, avec des meurtres particulièrement sanglants. Dans le cas d'une bagarre qui dégénère, les coups sont descendants et portés sur le tronc. Le terrorisme, en revanche, c'est la gorge.*» Une théorie adossée à ses expériences récentes. En Seine-et-Marne, une maman tue son fils : le cou et le visage. Dans le Val-d'Oise, un schizophrène poignarde son psychiatre de 78 ans : le cou, aussi, et un œil. Dans les Yvelines, un autre schizophrène attaque toute sa famille : là encore, le visage et le cou.  
Dans le dossier du parc de Trappes, la première phase de l'enquête s'achève. Le suspect va être déferé au parquet de Versailles. Les policiers de la Crim' ont pour habitude d'accompagner eux-mêmes leurs mis en cause du bureau du procureur à celui du juge des libertés et de la détention, jusqu'à la porte de la prison. Des journées à rallonge, qu'ils tuent en jouant au Trivial Pursuit, catégorie «*histoire*». Leurs collègues des autres services passent le temps différemment. «*Il s'agit de blagues de cul et tapent le carton, s'amuse le capitaine L. Ils s'étonnent de nous voir jouer au Trivial, ils se moquent, puis disent : "Ah, c'est normal, c'est la Crim'. Des intellos."*»  
Quelques semaines plus tard, le sang prélevé sur le SDF est identifié : c'est bien celui de Patrick. Des images de vidéosurveillance d'un supermarché montrent le suspect, peu avant les faits, en train d'acheter un couteau identique à celui que la police a retrouvé à côté de la voiture où il dormait. Cet homicide est l'un des dix-huit à avoir été résolus sur les vingt-deux dont la Crim' a hérité en 2022. Un bilan positif que les policiers mettent en valeur au moment où un vaste projet de réforme de la police fait peser une incertitude sur l'avenir de leur brigade. ■

LORRAINE DE FOUCHER

Prochain article De «*banlieuseries*» en règlements de comptes